

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE



395

To robe or not to robe : de l'informelle autour du port de la robe par les magistrats et les

400

La Chambre criminelle j sur la Convention européenne

427

Titres de séjour : le principe de la personnalité du demandeur de la loi pénitentiaire

DALLOZ

367 Éditorial

370 Au fil du mois

373 Dossier LES RELATIONS POLICE/PARQUET



Le procureur de la République dirige-t-il la police judiciaire ? par Camille Miansoni	374
Le rattachement de services de police judiciaire au ministère de la Justice par Gildas Roussel	378
Police judiciaire - Justice : « la complémentarité n'exige pas l'intégration » par le Syndicat des commissaires de la police nationale.....	381
Vers la compétence nationale des officiers de police judiciaire par Gérald Bégranger.....	384
Les limites effectives du pouvoir du parquet sur la police par Chrstian Mouhanna.....	388

391 Pratiques

La réparation des préjudices nés de la détention provisoire et du placement sous contrôle judiciaire par Rodrigue Goma Mackoundi	391
<i>To robe or not to robe</i> : discussion internationale informelle autour du port de la robe par les magistrats et les avocats par Martine Herzog-Evans.....	395

400 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : CRIM. 5 MARS 2013, N° 12-80.891 ET 12-82.852 La Chambre criminelle jette le voile sur la Convention européenne par Pierre de Combles de Nayves	400
ARRÊT DU MOIS : CEDH 25 AVR. 2013, N° 40116/09, <i>CANALI C/ FRANCE</i> La France condamnée pour traitement dégradant à raison des conditions de détention dans une maison d'arrêt par Jean-Paul Céré	403

Pénal général

PEINE

L'impossibilité d'aménager une peine d'emprisonnement sans sur-
suis rapportée par le mandat de dépôt décerné par la juridiction cor-
rectionnelle

Crim. 27 févr. 2013, n° 11-88.698.....406

Sursis simple : l'irrégularité de son prononcé n'est pas un obstacle
à sa révocation

Crim. 4 avr. 2013, n° 10-88.834.....407

Infractions

ABUS DE BIENS SOCIAUX

Abus de biens sociaux : fait justificatif et interdiction d'exercer

Crim. 16 janv. 2013, n° 11-88.852

et **Crim. 7 nov. 2012, n° 11-88.241.....408**

PRESSE – COMMUNICATION

Loi de 1881 sur la liberté de la presse : constitutionnalité de l'allonge-
ment de la prescription, inconstitutionnalité des exceptions à l'*exceptio*
veritatis

Cons. const. 12 avr. 2013, n° 2013-302 QPC

et **Cons. const. 7 juin 2013, n° 2013-319 QPC.....410**

Procédure pénale

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Doit-on notifier le droit de se taire au mis en cause entendu librement ?

Crim. 3 avr. 2013, n° 11-87.333.....411

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Possibilité pour l'OPJ de requérir lui-même l'ouverture d'un coffre-fort
pendant une perquisition autorisée par le JLD

Crim. 3 avr. 2013, n° 12-86.275.....413

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

L'immunité de juridiction des États étrangers et de leurs représen-
tants ne justifie pas le refus d'information judiciaire

Crim. 19 mars 2013, n° 12-81.676.....415

NULLITÉ DE PROCÉDURE

Forclusion, quand tu nous tiens !!

Crim. 6 mars 2013, n° 12-87.922.....416

PERQUISITION

Précisions jurisprudentielles à propos des visites domici-
liaires et notamment la pratique des ordonnances
pré-rédigées

Crim. 27 févr. 2013, n° 11-88.471.....418

La perquisition au domicile du suspect n'exige ni son
placement en garde à vue ni la présence de son avocat

Crim. 3 avr. 2013, n° 12-88.428.....420

PROCÉDURE ALTERNATIVE

L'accord de médiation pénale est une transaction au
sens du droit civil

Civ. 1^{re}, 10 avr. 2013, n° 12-13.672.....422

PROCÉDURE PÉNALE

Des conséquences attachées à la méconnaissance du
délai raisonnable

Crim. 24 avr. 2013, n° 12-82.863.....423

Exécution des peines

PEINE

Précisions sur l'imputation de la détention provisoire
sur la durée de la peine prononcée

Crim. 13 mars 2013, n° 12-83.024.....425

PRISON

Titres de séjour : le principe de comparution person-
nelle du demandeur à l'épreuve de la loi pénitentiaire

TA Lille, 9 avr. 2013, n° 1204248.....427

Possession d'un poste de télévision en détention : res-
ponsabilité pour faute suite à une décision individuelle
de refus

TA Melun, 13 mai 2013 n° 0906501/6.....429

ABUS DE BIENS SOCIAUX	FAIT JUSTIFICATIF	
	■ Groupe de sociétés.....	408
CONTRÔLE JUDICIAIRE	ABSENCE DE CONDAMNATION	
Pratique	■ Réparation du préjudice.....	391
DIFFAMATION	EXCEPTIO VERITATIS	
	■ Atteinte à la liberté d'expression.....	410
DROITS DE LA DÉFENSE	ASSISTANCE D'UN AVOCAT	
	■ Perquisition sans contrainte.....	420
ENQUÊTE	AUDITION SANS CONTRAINTÉ	
	■ Auto-incrimination.....	411
	PERQUISITION	
	■ Droits de la défense.....	420
	■ Contrôle du JLD.....	418
	■ Réquisitions de l'OPJ.....	413
FICHER D'ANTÉCÉDENTS	RAPPORT DE LA CNIL	
Actualité	■ Défaillances.....	370
INSTRUCTION PRÉPARATOIRE	IMMUNITÉ DE JURIDICTION	
	■ Refus d'informer.....	415
JUSTICE	DÉLAI RAISONNABLE	
	■ Validité de la procédure.....	424
Pratique	RITUEL JUDICIAIRE	
	■ Port de la robe.....	395
MÉDIATION PÉNALE	TRANSACTION	
	■ Action publique.....	422
NULLITÉ	DÉLAI DE FORCLUSION	
	■ Témoin assisté.....	416
PARQUET	RELATIONS AVEC LA POLICE	
Dossier	■ Aspects sociologiques de la relation.....	388
Dossier	■ Compétence territoriale des OPJ.....	384
Dossier	■ Direction de la police.....	374
Dossier	■ Rattachement de la police au ministère de l'intérieur.....	384
Dossier	■ Rattachement de la police au ministère de la justice.....	378
PEINE	AMÉNAGEMENT	
	■ Mandat de dépôt.....	406
	DURÉE	
	■ Imputation de la détention provisoire.....	425
	SURSIS SIMPLE	
	■ Irrégularité du prononcé.....	407
PRESSE	PRESCRIPTION	
	■ Allongement du délai.....	410
PRISON	CONDITIONS DE DÉTENTION	
Arrêt du mois	■ Traitement dégradant.....	403
	ÉTRANGER	
	■ Renouvellement du titre de séjour.....	427
	IMPOSSIBILITÉ D'USAGE D'UN TÉLÉVISEUR	
	■ Responsabilité pour faute de l'administration.....	429
VOILE	VISAGE COUVERT	
Arrêt du mois	■ Éléments constitutifs de l'infraction.....	400